Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1599

Artikel: Politique monétaire : la longue marche vers le FMI
Autor: Tille, Albert
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1019121

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La longue marche vers le FMI

La Suisse, puissance financière de premier plan, a attendu quarante-cinq ans avant d'adhérer au Fonds monétaire international. La chronique de cette longue valse-hésitation illustre la résistance du pays à toute ouverture vers le monde.

En 1947, la Suisse décide de se tenir en dehors des institutions monétaires internationales créées pour sortir du chaos de la Seconde Guerre mondiale. Seul pays à côté des Etats-Unis à posséder une monnaie forte, elle craint, en adhérant aux règles du FMI, d'être contrainte de mener isolément une politique des paiements totalement libérale. Cette réserve était légitime, estime Daniel Kaeser dans un livre qui décrit la longue marche de la Suisse vers le Fonds monétaire international et la Banque mondiale suisse. D'abord à la Banque nationale (BNS) puis au Département des finances, Kaeser a suivi ce dossier pendant près de quarante ans. Il a été le principal négociateur de l'adhésion et le premier administrateur suisse au FMI de 1992 à 1997. Si le refus de l'immédiat après-guerre était justifié, la réticence ultérieure de la Suisse se base sur des arguments infondés. Une adhésion n'aurait pas atténué l'indépendance de la politique monétaire par une obligation de réajustement des parités, ou par une internationalisation du franc, ni menacé le secret bancaire. La tempête monétaire des années septante renforce les craintes de la Suisse qui répugne à s'embarquer dans un système en pleine mutation, bousculé par le désordre des marchés. La prudente Helvétie préfère observer plutôt que de participer à la recherche d'une meilleure organisation du monde. La similitude est frappante avec l'approche vers l'ONU et l'Union européenne.

Question d'ego

Cette réserve à une adhésion est en contradiction avec l'engagement croissant et massif au sein du FMI pour des opérations de secours de la Suisse, grâce à ses réserves monétaires plus que confortables. Le statut d'observateur semble convenir à la BNS et tout particulièrement à son président. De 1974 à 1984, Fritz Leutwiler, promoteur efficace du statu quo, est pleinement satisfait de son rôle de vedette internationale et peu enclin à jouer les seconds violons et à chaperonner un conseiller fédéral dans les réunions internationales. Pour briser ce verrou, il faut la conversion du chef du Département des finances à l'impérieuse nécessité d'une adhésion. Privé de parole lors d'une réunion du Groupe des dix - c'était en 1985 - l'observateur Otto Stich est frappé par la disproportion entre l'importance des contributions de la Suisse et l'insignifiance de son influence dans l'institution. Il s'engage avec sa légendaire opiniâtreté sur le chemin de l'adhésion. Le non à l'ONU de 1986 retarde, sans la bloquer, la marche vers les institutions de Bretton Woods. Malgré l'hostilité de certaines organisations tiers-mondistes et la réserve des milieux économiques, le Conseil fédéral lance en 1989 des entretiens exploratoires auprès du FMI et de la Banque Mondiale.

Diplomatie musclée

Daniel Kaeser décrit par le menu le marathon diplomatique pour obtenir des conditions d'adhésion correspondant au poids réel de la Suisse. Le changement à la tête de la BNS et la parfaite unité de vue du Conseil fédéral permettent une action cohérente. Il s'agit d'obtenir un quota de participation au FMI suffisant pour décrocher un siège au Conseil d'administration. Il faut neutraliser l'opposition déterminée de l'Espagne qui n'accepte pas que la petite Suisse obtienne un quota plus important que la grande nation ibérique. Il faut convaincre les Etats-Unis de créer pour la Suisse un poste supplémentaire au Conseil d'administration. Pour y parvenir notre ambassadeur à Washington va jusqu'à suggérer qu'en cas de blocage américain, il pourrait arriver malheur à notre commande de chasseurs F 18!

Sur le front intérieur, le référendum lancé à la fois par des organisations tiers-mondistes et les nationalistes blochériens tourne avec 56 % de oui à l'avantage du Conseil fédéral. L'unité a payé. *at*

Daniel Kaeser, *La longue marche vers Bretton Woods*, Georg Editeur, Chêne-Bourg, Genève, 2004.
E-mail: livre@medhyg.ch

Le coup de pouce de *DP*

Domaine Public publiait en octobre 1989 un numéro spécial consacré aux institutions de Bretton Woods. Ce qui le rendait particulièrement intéressant, note Daniel Kaeser, c'était qu'il se fondait sur une enquête faite auprès des organisations américaines d'aide au développement. Les conclusions de ce numéro spécial, favorables à l'adhésion, firent l'effet d'une bombe dans les milieux tiers-mondistes, précise-t-il.